



Journée du 11 Octobre : quels enseignements ?

«**J**ournée en demi-teinte », « Faible mobilisation » font les titres des journaux après cette journée d'action interprofessionnelle.

Nous savons bien qu'il ne faut pas compter sur les médias pour encourager les luttes, mais il faut bien reconnaître que 250 000 manifestants dans 200 défilés en France, ce n'est pas le niveau d'action qu'il faut pour faire reculer le pouvoir capitaliste.

Les salariés seraient-ils résignés ? Prêts à payer la « crise » du capital ?

Ce n'est pas ce qu'indiquent les nombreuses luttes en cours dans tous les secteurs : Industrie, Education, Fonction Publique, Energie, Transports, Chimie, Santé, Salariés privés d'emploi....., et si 69% des français soutiennent ce mouvement, c'est que le mécontentement est profond, qu'il est prêt à s'exprimer plus fort.

Quels sont les obstacles à un mouvement social de plus grande ampleur ?

Ils sont évidemment politiques. Des partis (que l'on nous présente comme étant incontournables) nous expliquent à longueur d'antenne et de journaux qu'ils seront les meilleurs, une fois au pouvoir, pour atténuer les effets douloureux du capitalisme. Ils annoncent néanmoins que des efforts supplémentaires seront indispensables. Les débats interminables des « primaires socialistes » qui agitent l'ensemble de la classe politique en sont une éclatante démonstration.

Les salariés sont donc confrontés au discours : « Votez pour le PS et ses alliés vous souffrirez moins ». La seule perspective qu'ils leur offrent, c'est celle-là !

La mobilisation sociale, c'est aussi et surtout l'affaire des syndicats. Ils ont tous fait, à l'instar des partis politiques, le choix et ceci depuis longtemps, d'abandonner le terrain de la lutte de classe. C'est un choix politique, et il est essentiel. Abandonner ce principe, c'est confirmer aux yeux de la classe ouvrière qu'il n'existe qu'un seul système viable : le capitalisme.

Ainsi les luttes ne deviennent plus indispensables, il suffit de négocier avec le capital pour aménager au mieux les décisions qu'il prend.

Le champion en la matière est la C.F.D.T, courroie de transmission du Parti Socialiste (ce que personne n'ose dire), partenaire privilégié du patronat qui ne cesse actuellement de l'encenser. Elle freine les luttes tant qu'elle peut pour ne pas gêner la campagne électorale du Parti Socialiste. A tel point que le journal « Le Monde » titre : « La campagne électorale de Chérèque » et note dans l'article que « Chérèque refuse d'appeler à la grève car une période préélectorale est rarement propice à la mobilisation » Et pour cause !! Ses amis du P.S ne proposent rien, à part s'emparer du pouvoir pour poursuivre la politique actuelle. D'ailleurs le même Chérèque a déjà une idée sur ce qui va se passer après les élections, dans le journal « Libération » il déclare : « Il y aura vraisemblablement un deuxième plan de rigueur ».

Les dirigeants de la C.F.D.T sont dans leur rôle de dirigeants d'un syndicat réformiste qui collabore étroitement avec le patronat. Même chose de la C.F.T.C, de la C.G.C et de F.O. Rien de surprenant dans ces attitudes.

Quant à la C.G.T, son abandon accéléré du terrain des luttes est contradictoire avec le profond mécontentement qui s'exprime dans les entreprises par divers moyens et notamment des grèves organisées et dirigées par des syndicats CGT d'entreprises. Les dirigeants de la confédération font en permanence le grand écart entre les revendications et « l'indispensable unité syndicale » (dixit B.Thibaut). Alors que toute l'énergie d'une centrale syndicale comme la C.G.T devrait être consacrée à impulser, coordonner, organiser les luttes, elle « demande au gouvernement de changer d'optique » (Libération). Les dirigeants de la C.G.T ont oublié qu'on ne « demande » pas à un gouvernement, on le contraint par les luttes, comme toute l'histoire du mouvement ouvrier nous le rappelle. Tous les acquis sociaux ont toujours été arrachés au capital, il n'a jamais rien donné quelle que soit la formulation de la « demande ». Le nouveau slogan sur le « partage des richesses » initié par l'intersyndicale n'est qu'un leurre, le capital n'a jamais rien partagé, l'accumulation du profit est son seul but.

Quelle suite au 11 Octobre ? Les centrales syndicales se taisent, elles laissent aux syndicats d'entreprises, isolés les uns des autres, le soin de décider. C'est le meilleur moyen pour se dédouaner de l'inaction.

Le capitalisme et son pouvoir veulent aller de plus en plus loin. Pour les stopper, l'issue du combat de classe va dépendre de la puissance de l'action des salariés et du peuple. L'exigence de l'action doit monter de partout. Il faut bousculer tous ceux dans les syndicats qui la retiennent.

« COMMUNISTES » appelle à la lutte de classe anticapitaliste, il est toujours avec les salariés qui luttent.

www.sitecommunistes.org